DIRECTION
DES
CONTRIBUTIONS DIRECTES
ET DES
ACCISES

Eval. No ~~2~~22

Circulaire du directeur des contributions
Eval. No 22 du ~~10 septembre 1975~~
5 avril 1977

Objet: Evaluation des actions et parts sociales non cotées en Bourse (Introduction de la méthode dite "Stuttgarter Verfahren").

1. Considérations d'ordre général

Aux termes du § 13, al. 2, 1ère phrase BewG, les actions, parts sociales et titres analogues de sociétés de capitaux qui n'ont pas de valeur en Bourse sont à évaluer à la valeur estimée de réalisation (gemeiner Wert). La détermination de cette dernière valeur ne pose pas trop de problèmes dans l'hypothèse où la valeur peut être obtenue par voie de comparaison avec des ventes de titres ou de parts de la société ayant eu lieu peu de temps avant ou après la date-clé de fixation. Selon la jurisprudence et la doctrine la valeur estimée de réalisation s'identifie dans ces cas en principe avec le prix de réalisation (voir aussi VStR 42, alinéa 2). A défaut de ventes comparatives, la valeur doit cependant être calculée au voeu du § 13, al. 2, 2e phrase BewG, en fonction de la fortune totale et des perspectives de rendement de la société.

Dans le passé la détermination de la valeur estimée de réalisation sur la base de ces deux critères, se faisait selon la méthode dite "Berliner Verfahren" développée dans les sections 43 et 44 VStR et des sections, 11, 48 et 49 VStER (v. code fiscal vol. 3, titre 1er, §§ 69-72 BewG). Ce système qui s'appuie sur la moyenne arithmétique de la valeur d'après l'actif net (Substanzwert) et de la valeur d'après le rendement (Ertragswert) aboutit souvent à des valeurs peu conformes aux réalités économiques. Ces situations se présentent notamment en cas de disproportion prononcée entre la valeur d'après l'actif net et la valeur d'après le rendement.

Le "Berliner Verfahren", qui fait partie des dispositions allemandes ayant continué à être appliquées après la Libération, a été aboli entre-temps dans la République Fédérale d'Allemagne. Consciente des imper-

fections inhérentes à la méthode d'évaluation en cause, l'administration fiscale de ce pays a opté dès l'année 1953 pour un procédé nouveau connu depuis lors sous la désignation de "Stuttgarter Verfahren". Ce système, qui met davantage l'accent sur la valeur se dégageant de la fortune totale de la société et qui fait intervenir les perspectives de rendement d'une façon plus nuancée, a fait ses preuves dans la RFA où les milieux économiques intéressés s'accordent pour reconnaître qu'il conduit à des valeurs plus proches de la réalité que tel a été le cas sous la période d'application du "Berliner Verfahren".

Eu égard à l'expérience positive faite dans le pays d'origine de notre législation concernant l'impôt sur la fortune, l'administration des contributions adoptera dorénavant pour l'évaluation des titres et parts sociales non cotés en Bourse la méthode du "Stuttgarter Verfahren". Dans un but d'uniformisation des valeurs à établir les nouvelles dispositions sont à appliquer à partir de la date-clé de fixation du 1.1.1976. Les estimations effectuées postérieurement à la publication des présentes instructions et qui concernent des dates-clés antérieures continueront à se faire sur la base de l'ancien système.

Les instructions allemandes relatives à l'évaluation des actions et parts sociales non cotées en Bourse font actuellement l'objet des sections 76 à 90 des directives allemandes concernant l'impôt sur la fortune. L'administration luxembourgeoise reprend telles quelles ces dispositions, sauf à les mettre en concordance avec la législation interne. C'est sous cette forme que les directives en question sont annexées à la présente circulaire. Elles remplacent donc à partir de la date-clé du 1.1.1976 les dispositions luxembourgeoises suivantes: sections 43 et 44 des directives relatives à l'impôt sur la fortune (VStR) et sections 11, 48 et 49 des directives complémentaires relatives à cet impôt (VStER).

Je tiens à relever que tout comme la méthode d'évaluation antérieure, celle introduite par la présente circulaire constitue un moyen approprié pour la fixation de la valeur estimée de réalisation qui n'a pas un caractère contraignant. N'empêche que la jurisprudence allemande a considéré le "Stuttgarter Verfahren" comme un instrument parfaitement valable du fait qu'il aboutit à des valeurs économiques réalistes et qu'il contribue largement à l'uniformité de l'évaluation des actions et parts sociales

sans cours de Bourse
(BFH III 396/58 du 19.12.60, BStBl. 1961 III, p. 92;
BFH III 365/61 du 23.10.64, BStBl. 1965 III, p. 64 et
BFH III R 156/72 du 17.5.74, BStBl.1974 II, p. 626).

Les directives allemandes étant suffisamment explicites, le mécanisme du "Stuttgarter Verfahren" ne demande pas de précisions supplémentaires, sauf que le personnel trouvera exposé ci-dessous quelques questions de détail.

2. Remarques particulières

La section 2 des nouvelles directives traite de la détermination de la valeur d'après l'actif net (Vermögenswert). Point de départ pour le calcul de ladite valeur est la valeur unitaire du capital d'exploitation établie selon les dispositions de la loi concernant l'évaluation des biens (BewG). Cette dernière valeur est à ajuster pour autant que l'actif net investi de la société de capitaux contient des biens qui ne sont pas à mettre en compte lors de la fixation de la valeur unitaire. Sont notamment visés les éléments de fortune suivants :

- les participations bénéficiant du privilège des sociétés mère et filiale (Schachtelprivileg - § 60 BewG);
- les biens affranchis de l'impôt sur la fortune en vertu de la loi concernant l'impôt sur la fortune ou en vertu d'autres lois (§ 59, No 1 BewG). Peuvent entrer en ligne de compte les éléments de fortune situés à l'étranger et exonérés de l'impôt sur la fortune dans le cadre d'une convention contre les doubles impositions;
- les biens exonérés par le § 67, No 5 phrases 2 à 4 BewG (droits d'auteur et inventions sous les conditions définies au § 67 BewG) (§ 59 No 2 BewG).

Selon l'alinéa 3 de la section 2 des nouvelles directives la valeur unitaire doit être ajustée dans tous les cas où l'actif net comprend des immeubles d'exploitation. Cette disposition s'explique par la circonstance qu'il existe en ce moment des écarts sensibles entre la valeur unitaire des immeubles et leur valeur réelle du fait que la valeur fiscale s'appuie sur la situation de prix du 1.1.1941. Or, pour les besoins de la détermination de la valeur estimée de réalisation des parts sociales sans cours de Bourse, les immeubles d'exploitation doivent être retenus avec leur

valeur effective. En pratique il est parfois difficile de déterminer cette dernière valeur. Si la valeur comptable se prête pour une estimation proche de la réalité, les services utiliseront celle-ci comme point de départ de la valeur à mettre en compte. Rien n'empêche d'autre part de calculer le cas échéant la valeur effective par comparaison avec des prix de ventes réalisés lors de la cession d'immeubles situés aux environs immédiats de l'immeuble d'exploitation à évaluer. Il est vrai que ces dernières possibilités sont plutôt rares en pratique. Aussi convient-il, en l'absence de toute autre indication probante, d'admettre en tant que valeur réelle minimale la valeur unitaire réévaluée par le coefficient 10.

Luxembourg, le 10 septembre 1975
Le Directeur des Contributions,

Annexe

Ermittlung des gemeinen Werts von nichtnotierten Aktien und Anteilen

1. Allgemeines

Wenn sich der gemeine Wert von Aktien und Anteilen an Kapitalgesellschaften nicht aus Verkäufen ableiten lässt, ist er unter Berücksichtigung des Gesamtvermögens und der Ertragsaussichten der Gesellschaft zu schätzen (§ 13, Abs. 2 BewG). Die Feststellung des gemeinen Werts kann unterbleiben, wenn die Aktien und Anteile weder zur Vermögensteuer noch zur Gewerbesteuer heranzuziehen sind.

2. Ermittlung des Vermögenswerts

(1) Zur Ermittlung des Vermögenswerts ist zunächst das gesamte Vermögen der Gesellschaft zu berechnen. Dabei ist vom Einheitswert des Betriebsvermögens auszugehen. Diesem sind die Wirtschaftsgüter hinzuzurechnen, die bei der Einheitsbewertung ausser Betracht geblieben sind, weil sie nach den §§ 59 und 60 BewG nicht zum Betriebsvermögen gehören. Wirtschaftsgüter, die nur mit einem prozentualen Teil ihres Werts oder unter Berücksichtigung eines prozentualen Abschlags im Einheitswert enthalten sind, werden mit ihrem vollen Wert angesetzt. Andererseits sind die Schulden abzuziehen, die mit diesen Wirtschaftsgütern in wirtschaftlichem Zusammenhang stehen und deshalb ebenfalls bei der Ermittlung des Einheitswerts nicht berücksichtigt worden sind.

(2) Der nach Absatz 1 ermittelte Wert entspricht häufig nicht dem tatsächlichen Wert des Gesellschaftsvermögens, auf das es für die Bewertung der Anteile ankommt. Dies gilt vor allem dann, wenn die Wertansätze einzelner Wirtschaftsgüter in der Vermögensaufstellung in erheblichem Umfang von den tatsächlichen Werten abweichen. In diesen Fällen sind die Wertansätze zu korrigieren, wenn zu erwarten ist, dass sich die Korrekturen auf den Anteilswert nicht nur unwesentlich auswirken. Dies ist insbesondere dann der Fall, wenn die Korrekturen insgesamt mehr als 10 v.H. des sich nach Absatz 1 ergebenden Vermögens ausmachen.

(3) Unter den Voraussetzungen des Absatzes 2 wird regelmässig eine Korrektur erforderlich sein bei Betriebsgrundstücken, die mit dem Einheitswert angesetzt worden sind (BFH-Urteil vom 20.12.1968, BStBl 1969 II S. 373).

(4) Künftige ertragsteuerliche Belastungen der stillen Reserven können nicht berücksichtigt werden (BFH-Urteile vom 9.9.1966, BStBl 1967 III S. 43, vom 18.12.1968, BStBl 1969 II S. 370, und vom 20.12.1968, BStBl 1969 II S. 373).

(5) Das Vermögen oder einzelne Teile des Vermögens der Gesellschaft haben mitunter für den Anteilseigner nicht denselben Wert wie für das Unternehmen selbst. Einzelfeststellungen hierzu lassen sich praktisch kaum durchführen. Es erscheint daher vertretbar, das nach den Absätzen 1 bis 4 ermittelte Vermögen in allen Fällen um 10 v.H. zu kürzen. Ein weiterer Abschlag vom Vermögen ist daneben nicht zulässig.

(6) Das um den Abschlag gekürzte Vermögen ist mit dem Nennkapital (Grund- oder Stammkapital) der Gesellschaft zu vergleichen. Ein bei der Gründung der Gesellschaft gezahltes Aufgeld bleibt dabei ausser Betracht (RFH-Urteil vom 25.2.1943, RStBl S. 404). Der sich ergebende Hundertsatz, der als Vermögenswert bezeichnet wird, ist für die weiteren Berechnungen massgebend.

Beispiel :

Eine GmbH hat ein Stammkapital von 400.000 Fr. Der Einheitswert des Betriebsvermögens auf den 1.1.1976 beträgt 800.000 Fr. Der Betrag von 800.000 Fr. ist um 10 v.H. zu kürzen. Der verbleibende Betrag von 720.000 Fr. macht 180 v.H. des Stammkapitals aus. Der Vermögenswert ist mit 180 v.H. anzusetzen.

3. Ermittlung des Ertragshundertsatzes

(1) Die Ertragsaussichten der Gesellschaft sind möglichst aus dem Durchschnitt der letzten drei Jahreserträge vor dem Bewertungsstichtag herzuleiten. Als Jahresertrag ist das Betriebsergebnis des einzelnen Jahres anzusetzen. Das ist das jeweilige körperschaftsteuerliche Einkommen zuzüglich der Einnahmen und abzüglich der

Ausgaben, die aufgrund der besonderen Vorschriften des Körperschaftsteuergesetzes ausser Ansatz geblieben sind. Hinzuzurechnen sind z.B. Einnahmen aus Schachtelbeteiligungen, abzuziehen sind z.B. Aufsichtsratsvergütungen, nichtabzugsfähige Spenden usw. Verdeckte Gewinnausschüttungen, z.B. bei Bezügen von Gesellschafter-Geschäftsführern, sind wie bei der Veranlagung zur Körperschaftsteuer zu behandeln. Weiter ist noch folgendes zu beachten:

a) Sonderabschreibungen oder erhöhte Absetzungen sowie Teilwertabschreibungen sind ausser Betracht zu lassen. Es sind nur die normalen Absetzungen für Abnutzung zu berücksichtigen. Diese sind in den Fällen mit erheblicher steuerlicher Auswirkung auch dann nach den Anschaffungs- oder Herstellungskosten und der gesamten Nutzungsdauer zu bemessen, wenn die Absetzungen nach den bezeichneten Vorschriften für einkommensteuerliche Zwecke nach dem Restwert, der nach Inanspruchnahme der Sonderabschreibungen oder erhöhten Absetzungen verblieben ist, und nach der Restnutzungsdauer zu berechnen sind.

b) Die Personensteuern sind abzuziehen. Als Körperschaftsteuer ist die Steuer abzuziehen, die nach dem jeweiligen körperschaftsteuerlichen Einkommen veranlagt worden ist. Künftige ertragsteuerliche Belastungen wegen der Auflösung stiller Reserven bei der Ermittlung des Vermögenswerts können nicht berücksichtigt werden (BFH-Urteil vom 18.12.1968, BStBl 1969 II S. 370). Als Vermögensteuer ist der veranlagte Jahresbetrag abzuziehen.

c) Ein etwaiger Verlustabzug ist dem Einkommen wieder hinzuzurechnen. Der Verlust wirkt sich bereits dadurch aus, dass der Durchschnittsertrag für mehrere Jahre (vgl. Absatz 1) errechnet wird. Entstand der Verlust in dem vierten oder fünften Jahr vor dem Bewertungsstichtag, so ist der als Verlustabzug hinzuzurechnende Betrag um die darauf entfallenden Personensteuern zu kürzen.

Einmalige Veräusserungsgewinne sind aus dem körperschaftsteuerlichen Einkommen auszuscheiden. Die Betriebsgewinne sind für jeden Veranlagungszeitraum gesondert zu berechnen.

(2) Aus den Ergebnissen der einzelnen Jahre ist der Durchschnitt zu errechnen. Dabei ist zu prüfen, ob dieser Durchschnittsertrag auch in Zukunft erzielt werden kann. Gegebenenfalls ist der künftige Ertrag zu schätzen.

Dies gilt auch bei Unternehmen, die in den nach Absatz 1 massgebenden Jahren im Durchschnitt (z.B. wegen der Zahlung verhältnismässig hoher Gesellschafter-Geschäftsführerbezüge oder aus anderen Gründen) nur Verluste oder nur ganz geringe Erträge erzielt haben oder die infolge besonderer Konjunkturempfindlichkeit schon bisher mit auffallend grossen Umsatzschwankungen zu rechnen hatten.

(3) Der sich hiernach ergebende Jahresertrag (Ertragsaussichten) kann in der Regel noch nicht ohne weiteres der Berechnung zugrunde gelegt werden; denn von seltenen Ausnahmen abgesehen, wird keine Gesellschaft in der Lage sein, ihre Gewinne in vollem Umfang auszuschütten. Massgebend ist deshalb der ausschüttungsfähige Ertrag. Vom Jahresertrag ist daher noch ein Abschlag zu machen. Ein Abschlag von 30 v.H. wird im allgemeinen genügen. Ein höherer Abschlag kann in Betracht kommen, wenn der ausschüttungsfähige Ertrag künftig durch aussergewöhnliche Aufwendungen beeinträchtigt wird, die der Gesellschaft durch gesetzliche und behördliche Auflagen erwachsen, ohne dass die Aufwendungen der unmittelbaren Förderung der Ertragslage dienen. Ein höherer Abschlag kann auch bei den Gesellschaften berechtigt sein, bei denen ohne Einsatz eines grösseren Betriebskapitals (BFH-Urteil vom 6.4.1962, BStBl III S. 253) der Ertrag ausschliesslich und unmittelbar von der in der Art eines freien Berufs ausgeübten Tätigkeit der Gesellschafter-Geschäftsführer abhängig ist. Auch in diesen Fällen muss aber ein angemessener Teil des Betriebsergebnisses als sachlicher Ertrag der Gesellschaft angesehen werden (RFH-Urteil vom 6.2.1941, RStBl S. 444).

(4) Der ausschüttungsfähige Jahresertrag ist wie bei der Dividendenberechnung mit dem Nennkapital der Gesellschaft zu vergleichen. Der sich ergebende Hundertsatz ist der Ertragshundertsatz, der für die weiteren Berechnungen massgebend ist.

Beispiel :

Betriebsergebnis einschliesslich der Zu- und Abrechnungen

für 1973	80.000 Fr.
für 1974	120.000 Fr.
für 1975	100.000 Fr.
	300.000 Fr.

Jahresertrag (Ertragsaussichten)	100.000 Fr.
abzüglich 30 v.H. von 100.000 Fr. =	- 30.000 Fr.
ausschüttungsfähiger Ertrag	70.000 Fr.

Nennkapital = 1.000.000 Fr.

$$\text{Ertragshundertsatz} = \frac{70.000 \times 100}{1.000.000} = 7 \text{ v.H.}$$

4. Ermittlung des gemeinen Werts

(1) Als gemeiner Wert ist der Betrag anzusetzen, den ein Käufer für den Erwerb eines Anteils aufwenden würde. Bei der Bemessung des Kaufpreises wird ein Käufer im allgemeinen neben dem Vermögenswert auch die Ertragsaussichten berücksichtigen. Die Ertragsaussichten beurteilt er weniger nach der Verzinsung des Nennkapitals der Gesellschaft als vielmehr nach der Rendite des Kapitals, das er zum Erwerb des Anteils aufwenden muss. Er wird deshalb die auf den Anteil entfallenden Erträge der Gesellschaft mit den Zinsen vergleichen, die das von ihm aufzuwendende Kapital, falls er es in anderer Weise anlegt, erbringen würde. Im allgemeinen wird er nur insoweit bereit sein, einen über dem Vermögenswert liegenden Kaufpreis zu bezahlen, als in einem übersehbaren Zeitraum die Erträge des Anteils den Betrag dieser Zinsen übersteigen. Er wird entsprechend weniger bezahlen, wenn die Erträge des Anteils unter diesem Betrag liegen. Es kann davon ausgegangen werden, dass ein Käufer, der sein Kapital in anderer Weise angelegt hätte, nach den wirtschaftlichen Verhältnissen vom Stichtag mit einer Verzinsung von etwa 7 v.H. rechnen konnte. Bei den anschliessenden Berechnungen ist von einem Zinssatz von 7 v.H. auszugehen. Als noch übersehbar ist ein Zeitraum von drei Jahren anzunehmen.

(2) Der gesuchte, in einem Hundertsatz ausgedrückte gemeine Wert eines Anteils (x) ergibt sich demnach aus dem in einem Hundertsatz ausgedrückten Vermögenswert des Anteils (V), erhöht oder vermindert um den Unterschiedsbetrag zwischen dem Ertragshundertsatz des Anteils, berechnet auf drei gedachte Jahre (3 E), und der Verzinsung des aufzuwendenen Kapitals, ebenfalls berechnet auf drei gedachte Jahre. Da die Höhe des aufzuwendenden Kapitals gleich dem gesuchten gemeinen Wert ist, ist dieser letztere Hundertsatz mit 3 $(\frac{7x}{100})$ in die Rechnung einzusetzen.

Insgesamt ergibt sich dann folgende Gleichung :

$$x = V + 3 \left(E - \frac{7\,x}{100}\right).$$

Die Auflösung der Gleichung ergibt :

$$x = \frac{82{,}64}{100} (V + 3\,E).$$

Der Hundertsatz von 82,64 wird zur Vereinfachung auf 80 abgerundet. Als gemeiner Wert sind also 80 v.H. der Summe (Differenz) aus Vermögenswert und dreifachem Ertragshundertsatz anzusetzen.

Beispiel A :

Stammkapital	900.000 Fr.	
Vermögen	1.200.000 Fr.	
Abschlag	120.000 Fr.	
verbleiben	1.080.000 Fr.	
Vermögenswert		120 v.H.
Jahresertrag	90.000 Fr.	
ausschüttungsfähiger Ertrag	63.000 Fr.	
Ertragshundertsatz		7 v.H.

Gemeiner Wert: $\frac{80}{100} \times (120 + (3 \times 7)) =$

$\frac{80}{100} \times 141 = 112{,}8 =$ rd. 112 v.H.

Beispiel B :

Vermögenswert (wie im Beispiel A)		120 v.H.
Jahresertrag	- 27.000 Fr.	
ausschüttungsfähiger Ertrag	- 27.000 Fr.	
Ertragshundertsatz		-3 v.H.

Gemeiner Wert: $\frac{80}{100} \times (120 + (3 \times {}^{\cdot}/_{\cdot}\ 3)) =$

$\frac{80}{100} \times 111 = 88{,}8 =$ rd. 88 v.H.

Beispiel C :

Stammkapital	300.000 Fr.	
Vermögen	1.000.000 Fr.	
Abschlag	100.000 Fr.	
verbleiben	900.000 Fr.	
Vermögenswert		300 v.H.
Jahresertrag	300.000 Fr.	
ausschüttungsfähiger Ertrag	210.000 Fr.	
Ertragshundertsatz		70 v.H.

Gemeiner Wert: $\frac{80}{100}$ x (300 + (3 x 70)) =

$\frac{80}{100}$ x 510 = ... 408 v.H.

(3) Besondere Umstände, die in den bisherigen Berechnungen nicht hinreichend zum Ausdruck gekommen sind, können noch durch Zu- oder Abschläge berücksichtigt werden. Ein Abschlag ist z.B. bei den Gesellschaften geboten, bei denen nachhaltig unverhältnismässig geringe Erträge einem grossen Vermögen gegenüberstehen. In diesen Fällen kann ein Abschlag bis zu 30 v.H. des ermittelten Werts in Betracht kommen. Die schwere Verkäuflichkeit der Anteile und die Zusammenfassung aller oder mehrerer Anteile in einer Hand begründen nicht ohne weiteres einen Abschlag oder einen Zuschlag. Bei der Bewertung der Anteile einer Familien-GmbH, bei der sich die nahe verwandten Anteilseigner gegenseitige Beschränkungen bei Veräusserung und Vererbung der Anteile auferlegt haben, kommt kein Abschlag in Betracht (BFH-Urteil vom 11.7.1967, BStBl III S. 666). Ein Sonderabschlag wegen der bei einem Verkauf der Anteile oder bei einer Liquidation der Gesellschaft anfallenden Ertragsteuern kommt nicht in Betracht (BFH-Urteil vom 6.4.1962, BStBl III S. 253). Bei einer Unterkapitalisierung kann sich ein verhältnismässig sehr hoher gemeiner Wert ergeben. Dieser Umstand rechtfertigt für sich allein keinen Abschlag.

5. Ermittlung des gemeinen Werts für Aktien und Anteile ohne Einfluss auf die Geschäftsführung

(1) Gewährt der Besitz von Aktien und Anteilen keinen Einfluss auf die Geschäftsführung, so ist dies bei der Ermittlung des gemeinen Werts dieser Aktien und Anteile zu berücksichtigen. Ob diese Voraussetzung vorliegt, kann nur nach den Verhältnissen des einzelnen Falls beurteilt werden. Sie kann insbesondere bei Gesellschaften mit vielen Gesellschaftern gegeben sein (RFH-Urteil vom 2.10.1941, RStBl S. 844). Die Möglichkeit, diese Voraussetzung zu bejahen, lässt sich nicht auf Beteiligungen beschränken, die bei Aktiengesellschaften weniger als 5 v.H. und bei Gesellschaften mit beschränkter Haftung weniger als 10 v.H. des Nennkapitals betragen (BFH-Urteil vom 5.7.1968, BStBl II S. 734). Anteilsbesitz von mehr als 25 v.H. gewährt jedoch stets Einfluss auf die Geschäftsführung (BFH-Urteil vom 12.3.1971, BStBl II S. 419).

Wenn die Kapitalgesellschaft eigene Anteile besitzt, ist der Anteilsbesitz des Steuerpflichtigen an dem um die eigenen Anteile der Kapitalgesellschaft verminderten Nennkapital zu messen (vgl. das zur Ertragsbesteuerung ergangene BFH-Urteil vom 24.9.1970, BStBl 1971 II S. 89). Handelt es sich um Aktien oder Anteile, die keinen Einfluss auf die Geschäftsführung gewähren, so sind sie abweichend von den Anweisungen in den Abschnitten 2 bis 4 in der Weise zu bewerten, dass das nach Abschnitt 2 ermittelte Vermögen nicht um 10 v.H., sondern um 20 v.H. gekürzt wird. Ferner ist bei der Berechnung des Ertragshundertsatzes nicht von den ausschüttungsfähigen Erträgen, sondern von der tatsächlich ausgeschütteten Dividende auszugehen.

(2) Bei der Prüfung, ob ein Einfluss auf die Geschäftsführung besteht, sind nicht nur die Anteile des Gesellschafters, sondern auch solche Anteile mit zu berücksichtigen, die ihm zwar nicht gehören, ihm aber die Ausübung der Gesellschafterrechte ganz oder teilweise ermöglichen. Im allgemeinen sind deshalb auch die Anteile seines Ehegatten und seiner minderjährigen Kinder mit zu berücksichtigen. Diese Anteile sind nach den gleichen Grundsätzen wie die Anteile des Gesellschafters zu bewerten.

(3) In den Fällen, in denen die in der Hand eines Gesellschafters vereinigten Anteile Beteiligungscharakter besitzen, haben sich die zu einem Paketzuschlag führenden Gesichtspunkte bereits bei der Ermittlung des gemeinen Werts der Anteile nach den Anweisungen in den Abschnitten 2 bis 4 ausgewirkt. Ein Paketzuschlag ist deshalb nur dann noch vorzunehmen, wenn der gemeine Wert der Anteile aus Verkäufen abgeleitet worden ist und bei diesen Verkäufen ein Preis für die Anteile gezahlt wurde, der den Beteiligungscharakter der Anteile nicht berücksichtigt. Die Bestimmungen in § 13, Abs. 3 BewG sowie die Anweisungen in Abschnitt 41, Abs. 2 VStR gelten insoweit entsprechend.

6. Ermittlung des gemeinen Werts unter Ausserachtlassung der Ertragsaussichten

(1) Sind die Ertragsaussichten einer Gesellschaft ohne Einfluss auf den gemeinen Wert der Anteile, ist als gemeiner Wert der nach Abschnitt 2 ermittelte Vermögenswert anzusetzen. Dies gilt insbesondere, wenn die Gesellschaft nach ihrer Art und Zweckbestimmung mit grosser Wahrscheinlichkeit keinen ausschüttungsfähigen Ertrag erwirtschaften wird (BFH-Urteil vom 20.12.1968, BStBl 1969 II S. 373). Abschnitt 4 Abs. 1 und 2 ist nicht anzuwenden.

(2) Die Bewertung nach Absatz 1 gilt insbesondere für die Anteile an Gesellschaften, die sich in Liquidation befinden, für Anteile an Grundstücksgesellschaften, deren Tätigkeit überwiegend in der Verwaltung und Verwertung unbebauter Grundstücke besteht, sowie für Anteile an Gesellschaften, die sich überwiegend auf die Verwaltung ihrer Beteiligungen oder ihres Kapitalvermögens beschränken. Bei diesen Gesellschaften kommt der in Abschnitt 2 Abs. 5 vorgesehene Abschlag nicht in Betracht.

7. Ermittlung des gemeinen Werts von Anteilen an gemeinnützigen Kapitalgesellschaften

(1) Der gemeine Wert von Anteilen an gemeinnützigen Wohnungsbaugesellschaften ist nicht über den Nennwert hinaus anzusetzen.

(2) Der gemeine Wert von Anteilen an anderen gemeinnützigen Gesellschaften ist in der Weise zu ermitteln, dass vom Vermögenswert, der nicht über dem Nennwert anzusetzen ist, ein Abschlag von 50 v.H. zu machen ist. Bei gemeinnützigen Gesellschaften, die dauernd auf Zuschüsse oder Spenden angewiesen sind, kann der Abschlag je nach Lage des Einzelfalls auch höher bemessen werden. Abschnitt 4 ist nicht anzuwenden.

(3) Anteile an steuerbefreiten Unterstützungskassen, die in die Rechtsform einer Kapitalgesellschaft gekleidet sind, sind mit Null Fr. zu bewerten. Sie sind aber dann nicht wertlos, wenn das Kassenvermögen der Unterstützungskasse durch keinerlei Verpflichtungen aus laufenden Renten belastet ist (BFH-Urteil vom 30.4.1971, BStBl II S. 654).

8. Ermittlung des gemeinen Werts für Aktien und Anteile an Kapitalgesellschaften in den Fällen der Organschaft

a) Anteile an dem Organ

(1) Bei einer Organschaft besteht in vielen Fällen ein sog. Ergebnisabführungsvertrag. Der aufgrund eines solchen Vertrags an den Organträger abzuführende Gewinn stellt eine Schuldverpflichtung dar, die bei der Feststellung des Einheitswerts berücksichtigt ist.

(2) Der gemeine Wert der Anteile an dem Organ ist nach den Abschnitten 2 bis 4 zu ermitteln. Obwohl das Organ für Rechnung des Organträgers arbeitet, ist das Geschäftsergebnis des Organs als eigener Betriebsgewinn anzusehen und für die Ermittlung des Ertragshundertsatzes massgebend (BFH-Urteil vom 29.3.1963, BStBl III S. 324). Die Ertragsteuern sind so zu berücksichtigen, wie sie ohne Bestehen des Ergebnisabführungsvertrags von dem Organ zu entrichten wären. Ist für Aktien und Anteile, die sich im Besitz anderer Gesellschafter befinden, eine Dividende in bestimmter Höhe garantiert, so ist bei Ermittlung des Ertragshundertsatzes der Durchschnittsertrag um die garantierte Dividende zu kürzen

b) Anteile an dem Organträger

(3) Ist der Organträger ebenfalls eine Kapitalgesellschaft, so ist bei der Ermittlung des Vermögenswerts für die Anteile an dieser Kapitalgesellschaft der Wert der Beteiligung an dem Organ zum Betriebsvermögen hinzuzurechnen, wenn diese Beteiligung als Schachtelbeteiligung nach § 60 BewG im Einheitswert noch nicht enthalten ist.

(4) Bei der Ermittlung des Ertragshundertsatzes ist der von dem Organ abgeführte Gewinn oder ein von dem Organträger übernommener Verlust zu berücksichtigen. Das Einkommen des Organträgers ist somit einschliesslich des von dem Organ übernommenen Geschäftsergebnisses den Berechnungen zugrunde zu legen (BFH-Urteil vom 4.7.1969, BStBl II S. 609). Die vom Organträger garantierte Dividende stellt eine abzugsfähige Betriebsausgabe dar.

9. Ermittlung des gemeinen Werts für Anteile an Kapitalgesellschaften mit ungleichen Rechten

(1) Die Beteiligung der Gesellschafter am Vermögen und Gewinn der Gesellschaft richtet sich in der Regel nach dem Verhältnis ihrer Anteile am Stammkapital. In diesem Fall sind alle Anteile mit gleichen Rechten ausgestattet. Die Gesellschafter können jedoch im Gesellschaftsvertrag eine davon abweichende Vereinbarung getroffen haben. Sind danach die Anteile hinsichtlich der Beteiligung am Liquidationserlös oder hinsichtlich der Gewinnausschüttung mit ungleichen Rechten ausgestattet, so ist dies bei der Ermittlung des gemeinen Werts zu berücksichtigen.

Beispiel :

Eine GmbH hat ein Stammkapital von 600.000 Fr., ein Vermögen (nach Abzug von 10 v.H., vgl. Abschnitt 2) von 1.800.000 Fr. und einen ausschüttungsfähigen Ertrag von 100.000 Fr. Die Gesellschafter A und B sind je zur Hälfte am Vermögen der Gesellschaft beteiligt. Nach dem Gesellschaftsvertrag entfallen jedoch vom Gewinn 75 v.H. auf A und 25 v.H. auf B. Es ergibt sich folgende Berechnung :

$$V = \frac{1.800.000 \times 100}{600.000} = 300 \text{ v.H.}$$

Die weiteren Berechnungen sind für die Anteile des A und die Anteile des B (jeweils im Nennwert von 300.000 Fr.) getrennt durchzuführen.

Für die Anteile des A ergibt sich :

$$E = \frac{75.000 \times 100}{300.000} = 25 \text{ v.H.}$$

$$G = \frac{80}{100} \times (300 + (3 \times 25)) = 300 \text{ v.H.}$$

Für die Anteile des B ergibt sich :

$$E = \frac{25.000 \times 100}{300.000} = 8,33 \text{ v.H.}$$

$$G = \frac{80}{100} \times (300 + (3 \times 8,33)) = 260 \text{ v.H.}$$

(2) Wenn nach dem Gesellschaftsvertrag für die einzelnen Anteile eine unterschiedliche Beteiligung am Liquidationserlös vereinbart ist, muss auch die Berechnung des Vermögenswerts jeweils getrennt für die verschieden ausgestatteten Anteile erfolgen. Die Berechnungen in den Beispielen gelten entsprechend auch für die Ermittlung des Vermögenswerts.

10. Ermittlung des gemeinen Werts von Anteilen an Kapitalgesellschaften bei nicht voll eingezahltem Grund- oder Stammkapital

(1) Die Beteiligung der Gesellschafter am Vermögen und Gewinn der Gesellschaft richtet sich in der Regel nach dem Verhältnis der Anteile am Grund- oder Stammkapital. Sofern die Gesellschafter nicht ausdrücklich eine davon abweichende Vereinbarung getroffen haben, gilt dies auch dann, wenn das Grund- oder Stammkapital der Gesellschaft noch nicht voll eingezahlt ist. Es ist dabei unerheblich, ob noch mit einer Einzahlung des Restkapitals zu rechnen ist oder nicht.

(2) Wenn sich jedoch die Beteiligung am Vermögen und am Gewinn aufgrund einer ausdrücklichen Vereinbarung der Gesellschafter nach der jeweiligen Höhe des eingezahlten Stammkapitals richtet, sind Vermögen und Ertrag nicht mit dem vollen Stammkapital, sondern nur mit dem tatsächlich eingezahlten Stammkapital zu vergleichen. Der gemeine Wert gilt dann für je 1.000 Fr. des eingezahlten Stammkapitals.

(3) Ist das Grund- oder Stammkapital nicht voll eingezahlt, so ist bei der Einheitsbewertung des Betriebsvermögens der Gesellschaft und bei der Ermittlung des Vermögenswerts zu prüfen, ob noch mit einer weiteren Einzahlung zu rechnen ist. Ist noch mit der Einzahlung des Restkapitals zu rechnen, so ist beim Betriebsvermögen der Gesellschaft auch der Anspruch auf Einzahlung anzusetzen. Die Anteilseigner können ihre Einzahlungsverpflichtung als Schuld von ihrem Gesamtvermögen oder Betriebsvermögen absetzen. Ist mit einer weiteren Einzahlung nicht mehr zu rechnen (insbesondere bei Versicherungsgesellschaften), so ist beim Betriebsvermögen der Gesellschaft der Anspruch auf Einzahlung nicht anzusetzen (vgl. RFH-Urteile vom 14.10.1937, RStBl S. 1223, und vom 12.1.1939, RStBl S. 605, sowie BFH-Urteile vom 13.5.1960, BStBl III S. 400, und vom 23.10.1964, BStBl 1965 III S. 64). Die Anteilseigner können in diesen Fällen eine Einzahlungsverpflichtung von ihrem Gesamtvermögen oder Betriebsvermögen nicht absetzen.

11. Ermittlung des gemeinen Werts von Anteilen an Kapitalgesellschaften bei verdeckten Stammeinlagen

(1) Liegt eine verdeckte Stammeinlage vor, so ist diese in der Regel auch bei der Ermittlung des gemeinen Werts zu berücksichtigen. Ist die verdeckte Stammeinlage hinsichtlich der Beteiligung am Gewinn und am Vermögen den Geschäftsanteilen gleichgestellt, so ist der gemeine Wert nicht für je 1.000 Fr. des Stammkapitals (Geschäftsanteil), sondern für je 1.000 Fr. des eingezahlten Kapitals zu ermitteln. Es ist deshalb das Gesellschaftsvermögen, bei dem die verdeckte Stammeinlage nicht abgezogen ist, mit dem um die verdeckte Stammeinlage erhöhten Stammkapital zu vergleichen. Das gleiche gilt auch für die Ermittlung des Ertragshundertsatzes.

(2) Ist die verdeckte Stammeinlage nur am Vermögen beteiligt, erhält sie aber statt einer Gewinnbeteiligung eine feste Verzinsung, so ist für sie ein besonderer Wert zu ermitteln.

Beispiel :

Das Stammkapital einer GmbH, an der A und B je zur Hälfte beteiligt sind, beträgt 200.000 Fr. In dem bei der Einheitsbewertung festgestellten Betriebsvermögen von 1.000.000 Fr. ist ein Darlehen des B mit 600.000 Fr. enthalten, das steuerlich als verdeckte Stammeinlage behandelt worden ist. Die verdeckte Stammeinlage nimmt wie das Nennkapital am Vermögen teil. Sie wird mit jährlich 5 v.H. verzinst und ist im übrigen am Gewinn nicht beteiligt. Die GmbH hat einen jährlichen Durchschnittsertrag von 50.000 Fr.

Vermögen	1.000.000 Fr.	
Abschlag	100.000 Fr.	
verbleiben	900.000 Fr.	
$V = \frac{900.000 \times 100}{800.000} =$		112,5 v.H.
Jahresertrag	50.000 Fr.	
5 v.H. von 600.000 Fr. (Zinsen für verdeckte Stammeinlage)	30.000 Fr.	
verbleiben	20.000 Fr.	
ausschüttungsfähiger Ertrag	14.000 Fr.	

Für die normalen Anteile ergibt sich :

$$E = \frac{14.000 \times 100}{200.000} = 7 \text{ v.H.}$$

$$G = \frac{80}{100} \times (112{,}5 + (3 \times 7)) = 106{,}8 \text{ v.H.}$$

Für die verdeckte Stammeinlage ergibt sich :

$E = 5$ v.H.

$$G = \frac{80}{100} \times (112{,}5 + (3 \times 5)) = 102 \text{ v.H.}$$

(3) Ist für die verdeckte Stammeinlage keine Beteiligung am Gewinn und am Vermögen vereinbart, so ist für die Berechnung des Vermögenswerts abweichend von der Feststellung des Einheitswerts des Betriebsvermögens der Gesellschaft die verdeckte Stammeinlage vom Vermögen abzuziehen (BFH-Urteil vom 25.2.1955, BStBl III S. 133). Bei der Ermittlung des Durchschnittsertrags ist das Einkommen der Gesellschaft um die Beträge zu kürzen, die auf die verdeckte Stammeinlage als Zinsen oder unter einer anderen Bezeichnung als Beteiligung am Ertrag gezahlt worden sind. Das um die verdeckte Stammeinlage geminderte Vermögen und der um den Ertrag der verdeckten Stammeinlage geminderte Durchschnittsertrag sind zu dem Stammkapital ins Verhältnis zu setzen. Die verdeckte Stammeinlage ist bei ihrem Geber mit dem Nennwert zu bewerten, soweit nicht eine besonders hohe oder niedrige Verzinsung ein Abweichen vom Nennwert erfordert.

12. Eigene Aktien und Anteile

(1) Eigene Aktien und eigene Anteile, die eine Gesellschaft besitzt, sind weder bei der Ermittlung des Vermögenswerts noch bei der Ermittlung des Ertragshundertsatzes zu berücksichtigen. Vermögen und Ertrag der Gesellschaft sind in diesem Fall nur den Aktien und Anteilen im Fremdbesitz gegenüberzustellen.

(2) Bei der Besteuerung der Gesellschaft sind die eigenen Aktien und Anteile mit dem nach den Anweisungen in Absatz 1 festgestellten gemeinen Wert anzusetzen.

13. Ermittlung des gemeinen Werts von Anteilen an Kapitalgesellschaften bei Neugründungen

(1) Der Wert des Anteils an einer Gesellschaft, die sich im Aufbau befindet, ist in der Regel mit 100 v.H. des eingezahlten Nennkapitals festzusetzen. Es kann unterstellt werden, dass den Gründern der Gesellschaft die Anteile noch so viel wert sind, als sie zu deren Erwerb an Kapital aufgewendet haben (RFH-Urteil vom 11.5.1939, RStBl S. 805, BFH-Urteil vom 23.10. 1964, BStBl 1965 III S. 64). Als Aufbauzeit kann im allgemeinen ein Zeitraum bis zu 3 Jahren seit Aufnahme der geschäftlichen Tätigkeit angesehen werden.

(2) Bei Gesellschaften, die durch Umwandlung, z.B. aus einer Personengesellschaft oder einer Einzelfirma, hervorgegangen sind, ist jedoch die Ermittlung des gemeinen Werts nach den Abschnitten 2 bis 4 durchzuführen. Bei der Ermittlung der Ertragsaussichten der Gesellschaft kann von dem früheren Betriebsergebnis der Personengesellschaft oder Einzelfirma ausgegangen werden.

14. Verfahren bei der Bewertung von Anteilen an Kapitalgesellschaften

(1) Die Vorschriften der §§ 64 ff. BewDV über die einheitliche und gesonderte Feststellung des gemeinen Werts von Anteilen und Genussscheinen gelten auch in den Fällen der Abschnitte 5, 9 bis 11.Das Finanzamt darf den Bescheid nicht allein gegen die Gesellschaft richten, es muss vielmehr die Gesellschaft zur Namhaftmachung der einzelnen Gesellschafter mit besonders grossen Beteiligungen im Sinne von § 68 Abs. 1 Nr. 1 BewDV auffordern und den Bescheid auch gegen diese Gesellschafter richten (BFH-Urteil vom 22.1.1971, BStBl II S. 418).

(2) Die Frage, ob ein Paketzuschlag nach § 13 Abs. 3 BewG mit Rücksicht darauf zu machen ist, dass ein Steuerpflichtiger eine Anzahl von Aktien oder Anteilen an einer Gesellschaft besitzt, ist grundsätzlich von dem Finanzamt zu entscheiden, das den Steuerpflichtigen zur Vermögensteuer veranlagt. Hat das Betriebsfinanzamt der Kapitalgesellschaft den gemeinen Wert aus Verkäufen abgeleitet (vgl. § 13, Abs. 2 BewG), so ist von diesem in der Mitteilung an das Wohnsitzfinanzamt ein Vorschlag zur Höhe des Paketzuschlags zu machen.